



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 18 avril 2024

Politique européenne.....	1
Le Conseil européen discute des tensions internationales.....	1
A Bruxelles, le Premier ministre Orpo a poussé pour une accélération de l'aide militaire à l'Ukraine et pour la retenue au Moyen-Orient	2
Le gouvernement a défini les positions de la Finlande avant le conseil européen	2
Rencontre des ministres des Affaires européennes finlandais et tchèque	3
Visite du Commissaire Breton en Finlande.....	4
"On ne peut pas être à la fois un frugal et un ami du marché intérieur", selon Breton.....	4
Réaction de Riikka Purra aux propos de Breton : "Cette affirmation est insensée, tout comme cette attitude"	5
Défense et sécurité	5
Solidium investit dans Iceye	5
Frontière orientale	6
Les premières décisions favorables d'asile accordées pour des personnes qui ont traversé la frontière orientale .	6
Paix sociale	7
L'OIT a contacté le ministre de l'Emploi Satonen.....	7
Education	8
Santé.....	8
Environnement.....	9
Risque de marée noire dans la mer Baltique - Des navires de plus en plus anciens transportent du pétrole dans le Golfe de Finlande.....	9

Politique européenne

Le Conseil européen discute des tensions internationales

Le Premier ministre Petteri Orpo représente la Finlande au Conseil européen extraordinaire des 17 et 18 avril à Bruxelles, où les discussions portent sur la situation sur la scène internationale : les événements en cours au Moyen-Orient et en Ukraine, les relations avec la Turquie et la compétitivité à long terme de l'Europe.

Selon le Premier ministre Orpo, les récents développements au Moyen-Orient ont encore exacerbé les tensions internationales. Orpo a souligné que l'UE et le reste de la communauté internationale doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher une nouvelle escalade du conflit entre l'Iran et Israël. « Toutefois, nous ne devons pas oublier que l'Ukraine a

continuellement besoin de notre soutien. Dans le même temps, la guerre se poursuit à Gaza, où la situation humanitaire reste désastreuse », a déclaré le Premier ministre Orpo.

Les dirigeants de l'UE discutent également de la compétitivité de l'Europe à la lumière du rapport présenté par l'ancien Premier ministre italien Enrico Letta.

Avant la réunion, le Premier ministre Orpo a souligné l'importance d'un marché unique qui fonctionne bien pour l'ensemble de l'UE. L'Union doit éviter les distorsions de concurrence. «La poursuite du développement du marché unique joue un rôle clé en matière de compétitivité. Un marché unique qui fonctionne bien, basé sur la libre circulation et des politiques efficaces en matière d'aides d'État et de concurrence, garantit la prévisibilité et favorise un environnement d'investissement favorable », a déclaré Orpo.

A Bruxelles, le Premier ministre Orpo assistera également à une réception organisée par le roi Philippe de Belgique.

En outre, avant le début du Conseil européen, la Finlande accueille une réunion des Premiers ministres du Danemark, de l'Estonie, de l'Irlande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Suède (NBIP8).

https://valtioneuvosto.fi/-/10616/eurooppa-neuvosto-pui-kansainvalista-iannitetta-brysselissa?language=en_US

A Bruxelles, le Premier ministre Orpo a poussé pour une accélération de l'aide militaire à l'Ukraine et pour la retenue au Moyen-Orient

Mercredi soir, le Conseil européen extraordinaire a discuté de la situation sécuritaire en Europe et au Moyen-Orient. Le Conseil européen a échangé des vues avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky par vidéo. Les chefs d'État ont réitéré leur soutien continu à l'Ukraine. L'UE a fermement condamné l'augmentation des frappes aériennes russes visant des cibles civiles et des infrastructures critiques telles que des centrales énergétiques.

"L'Ukraine n'a pas le temps d'attendre des compromis. L'Ukraine a besoin de toute urgence d'une aide supplémentaire. L'UE doit être prête à faire davantage. La défense aérienne de l'Ukraine doit être renforcée et les munitions doivent être livrées plus rapidement. Nous ne voulons pas que Kharkiv soit le prochain Marioupol", a déclaré le Premier ministre Orpo.

L'UE a condamné les attaques iraniennes contre Israël et a annoncé qu'elle étendrait ses actions contre l'Iran. L'Union a appelé toutes les parties à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître encore les tensions au Moyen-Orient. Le Premier ministre Orpo a rappelé qu'il existe également une situation tendue au sud du Liban. "Un cessez-le-feu à Gaza contribuerait à la stabilité dans toute la région du Moyen-Orient, y compris pour le sud du Liban", a déclaré Orpo.

Les chefs d'État ont tenu une discussion stratégique sur les relations UE-Turquie. Selon Orpo, le développement des relations avec la Turquie bénéficierait aux deux parties tout en favorisant la sécurité de toute la région de la Méditerranée orientale. "L'UE et la Turquie doivent pouvoir dialoguer dans les domaines où elles ont des objectifs communs. Il s'agit, par exemple, de l'immigration, des questions climatiques et des questions énergétiques", a déclaré Orpo.

Vn

Le gouvernement a défini les positions de la Finlande avant le conseil européen

Lors de sa réunion du mercredi 17 avril, le Comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande en vue du Conseil européen extraordinaire des 17 et 18 avril.

De l'avis de la Finlande, la compétitivité stratégique de l'UE devrait reposer sur le développement des atouts de l'Union et sur la mise en œuvre de solutions fondées sur le marché. Un marché unique fonctionnel, fondé sur la libre circulation et une politique efficace en matière d'aides d'État et de concurrence, jouent un rôle clé pour promouvoir la prévisibilité et garantir un environnement favorable aux investissements. La Finlande souligne l'importance d'un commerce international ouvert, fondé sur des règles et responsable pour la compétitivité de l'Europe. La Finlande souhaite que l'UE se concentre fortement sur le potentiel de croissance de la bioéconomie, notamment dans sa politique industrielle. L'UE devrait poursuivre ses efforts pour promouvoir l'économie des données et la numérisation et accorder une attention particulière aux investissements dans les technologies de rupture. La Finlande souhaite une réglementation européenne meilleure et plus légère.

La Finlande souligne que l'objectif principal de l'union des marchés des capitaux devrait être de garantir un marché financier efficace et solvable dans lequel les risques sont correctement évalués et où un mécanisme de renflouement interne existe. La Finlande plaide pour la recherche de solutions européennes communes pour développer les marchés de capitaux dans le cadre des efforts visant à renforcer la compétitivité stratégique.

Dans le cadre du débat sur la compétitivité, la Finlande souligne que la politique agricole commune de l'Union européenne devrait se concentrer sur l'amélioration de la sécurité alimentaire. L'Union doit promouvoir une politique commerciale ouverte et équitable. La Finlande soutient l'adoption de mesures supplémentaires visant à restreindre les importations de produits agricoles de Russie et de Biélorussie dans l'Union européenne.

La Finlande souligne que l'UE doit maintenir et accroître son soutien politique, économique et militaire ainsi que son aide humanitaire à l'Ukraine. La Finlande soutient la proposition de la Commission et du haut représentant visant à utiliser les bénéfices générés par le gel des avoirs de la banque centrale russe pour soutenir l'Ukraine. La Finlande estime qu'il est important de prendre une décision rapide sur cette question. De l'avis de la Finlande, il serait approprié d'affecter ces moyens à la fois à la défense de l'Ukraine et au soutien à la reconstruction.

La Finlande soutient l'intensification de la coopération entre l'UE et la Turquie d'une manière qui tienne compte de l'importance stratégique et économique de la Turquie ainsi que de son rôle régional important. La Finlande est profondément préoccupée par les évolutions négatives concernant la démocratie, l'État de droit, les droits fondamentaux et le système judiciaire en Turquie. Dans le même temps, la Turquie est un partenaire clé pour l'UE et il est important de poursuivre la coopération et le dialogue, même sur des questions plus difficiles.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, la Finlande soutient l'action forte et unie de l'UE. De l'avis de la Finlande, l'UE devrait s'efforcer de promouvoir un cessez-le-feu humanitaire à Gaza. La Finlande souligne que le recours à la force militaire doit être nécessaire et proportionné du point de vue du droit international. La Finlande condamne fermement la frappe iranienne et souligne l'importance cruciale de la désescalade dans la situation tendue actuelle au Moyen-Orient. La Finlande et l'UE s'efforcent d'influencer toutes les parties afin qu'elles s'abstiennent de toute action susceptible de compromettre davantage la sécurité régionale. La Finlande maintiendra des contacts actifs avec les pays de la région.

https://valtioneuvosto.fi/-/10616/eu-ministerivaliokunta-linjasi-suomen-kannat-eurooppa-neuvostoon?languageId=en_US

Rencontre des ministres des Affaires européennes finlandais et tchèque

Le ministre des Affaires européennes Anders Adlercreutz a accueilli le ministre tchèque des Affaires européennes Martin Dvořák mercredi 17 avril à Helsinki.

Les points à l'ordre du jour des ministres comprenaient un large éventail de questions d'actualité européennes, telles que l'élargissement et l'État de droit. Les ministres ont également discuté des mesures visant à renforcer le soutien à l'Ukraine alors qu'elle se défend contre les attaques illégales de la Russie.

La Finlande et la Tchéquie partagent les mêmes idées sur de nombreuses questions clés. Ils sont unis par leur ferme soutien à l'Ukraine, l'importance qu'ils accordent à la promotion de la compétitivité de l'UE et d'un marché unique libre, leur attitude favorable à l'égard de l'élargissement de l'UE et leur désir d'augmenter le financement de l'industrie européenne de la défense. En outre, les deux pays partagent des positions similaires sur les questions énergétiques, notamment une position positive sur l'énergie nucléaire.

Lors de leur réunion, les ministres ont discuté de la nécessité d'une réforme interne de l'UE afin que l'Union puisse se préparer au futur élargissement. « L'élargissement de l'UE doit être abordé dans la perspective de la sécurité dans toute l'Europe. L'engagement des pays candidats en faveur des réformes nécessaires joue un rôle crucial. La Finlande et l'UE soutiennent les pays dans ce travail. Dans la situation géopolitique actuelle, il est particulièrement important que les pays candidats s'engagent en faveur de la politique étrangère et de sécurité de l'UE », a déclaré Adlercreutz.

Adlercreutz a également remercié la Tchéquie pour son initiative d'achat de munitions pour l'Ukraine. « Cet achat conjoint apportera une aide indispensable à l'Ukraine, qui est confrontée à

une grave pénurie de munitions alors qu'elle se défend contre l'attaque brutale et illégale de la Russie. La Finlande a déjà promis 30 millions d'euros pour le projet », a déclaré Adlercreutz.

https://valtioneuvosto.fi/-/10616/ministeri-adlercreutzin-ja-tshekin-eurooppaministeri-dvorakin-tapaamisessa-painottuivat-toimet-euroopan-rauhan-ja-kilpailukyvyyn-takaamiseksi?languageld=en_US

Visite du Commissaire Breton en Finlande

"On ne peut pas être à la fois un frugal et un ami du marché intérieur", selon Breton

Selon le commissaire Breton, aucun État membre ne peut se présenter à la fois comme un frugal et comme un ami du marché intérieur, rapporte Helsingin Sanomat qui estime que ces déclarations sont une pique à destination de la Finlande.

Le commissaire chargé du marché intérieur de l'UE, le Français Thierry Breton, ne cache pas son opinion : il estime que l'Europe a besoin des fonds commun pour renforcer sa compétitivité afin que l'UE soit capable de réaliser tous les investissements nécessaires pour l'avenir.

Helsingin Sanomat a interviewé Breton, alors qu'il était en visite en Finlande en début de semaine pour se familiariser avec l'industrie de défense finlandaise.

Selon Breton, seules des solutions financières européennes communes permettront de maintenir intact le marché intérieur de l'UE et de garantir des conditions de concurrence équitables pour tous.

Les subventions publiques menacent de fausser le marché intérieur, car tous les pays n'ont pas la possibilité de soutenir leurs finances publiques, estime Breton. Un fonds commun rendrait également le financement plus coordonné qu'il ne l'est actuellement, quand chaque pays travaille seul.

Selon Breton, la Commission a calculé que les investissements nécessaires à la transition verte et à la numérisation dans l'espace européen s'élèveront à au moins 650 milliards d'euros par an. La majeure partie de cet argent proviendra d'argent privé, mais des capitaux publics seront nécessaires pour donner une impulsion.

Le gouvernement finlandais critique l'idée de nouveaux instruments financiers communs financés par les emprunts de l'UE. La Finlande n'est pas le seul État membre réservé. L'UE compte un groupe plus ou moins établi d'États membres de l'Europe du Nord qui surveillent le budget et les dépenses de l'UE comme un faucon. Ces pays, appelés « frugaux », ont fini par accepter l'outil de relance post-covid, et un nouvel instrument comme celui-ci semble être d'actualité.

"On ne peut pas être à la fois frugal et ami du marché intérieur", déclare Breton, visiblement satisfait de sa formule.

Il n'est pas convaincu par le fait que, par exemple, le Premier ministre Petteri Orpo a déclaré que la Finlande serait plus contributrice que bénéficiaire des instruments financiers communs de l'UE. Après tout, selon Breton, la Finlande a bénéficié, par exemple, de l'instrument financier Asap, que l'UE met en œuvre pour accélérer la production de l'industrie de l'armement.

Il y a un mois, Nammo Lapua et Nammo Vihtavuori ont reçu un total de 32 millions d'euros de financement de l'UE pour accroître leurs capacités de production. Selon Breton, Asap est un exemple qui montre qu'il vaut la peine de faire les choses ensemble au sein de l'UE.

"Nous ne finançons pas un pays en particulier, mais une industrie, afin que nous soyons plus forts ensemble. Il faut faire la même chose en matière de transition verte et de numérisation», dit Breton.

La relance de l'industrie de défense est la principale raison pour laquelle Breton était de nouveau en Finlande cette semaine, pour la quatrième fois en peu de temps. Lundi, il a visité le site des Forces armées à Haapajärvi, où les munitions sont fabriquées. Mardi, il a visité l'usine Patria à Hämeenlinna.

Au cours de sa visite, Breton a également rencontré le ministre de la Défense Antti Häkkinen et le président Alexander Stubb.

Les quantités exactes sont gardées secrètes, mais selon le ministère de la Défense, la Finlande est désormais l'un des plus grands producteurs de munitions lourdes en Europe.

Selon Breton, le rythme de ses visites en Finlande montre que le rôle de la Finlande dans la production de munitions n'est pas minime.

Breton affirme que l'aide militaire de l'UE à l'Ukraine s'est élevée à 28 milliards d'euros à la fin de l'année dernière et que les futurs engagements porteront cette aide à près de 50 milliards d'euros, soit presque au niveau de l'aide accordée par les États-Unis. En outre, l'UE a soutenu l'économie ukrainienne et accueilli des réfugiés.

Grâce au financement d'Asap, la production a commencé à augmenter, explique Breton.

"Lorsque nous avons démarré en mars dernier, la capacité de production de l'Europe était d'un demi-million de munitions. Aujourd'hui, après un an, ce chiffre s'élève à un million et doublera à nouveau l'année prochaine. Nous l'avons fait très rapidement », déclare Breton.

Breton dit qu'il y a cinq ans, il n'aurait pas cru à quel point l'industrie de la défense jouerait un rôle important dans son portefeuille. Breton est aussi encore plus convaincu que l'Europe ne peut pas compter sur les autres pour sa sécurité.

"Nous devons prendre notre destin en main. Plus nous sommes forts, plus nos alliances le sont. Franchement, nous ne pouvons pas attendre tous les quatre ans les résultats des élections américaines et décider ensuite du type de protection dont nous avons besoin », dit Breton.

Les solutions de défense relèvent des pays membres, mais l'importance de l'industrie de défense augmentera au sein de la prochaine commission. Des spéculations ont circulé à Bruxelles selon lesquelles un commissaire à la défense serait nommé au sein de la commission.

"En Europe, en plus des munitions, nous pouvons fabriquer tout le reste : des chars, des missiles, des sous-marins nucléaires, des avions de combat, mais il faut augmenter la capacité."

Comment convaincre les pays d'acheter européen, alors que même la Finlande choisit toujours des avions de combat américains ? Selon la Commission, d'ici 2030, les États membres devraient consacrer la moitié de leur budget de défense à des équipements de défense achetés en Europe, alors qu'aujourd'hui 80 % sont achetés en dehors de l'Europe.

Breton estime que l'emploi européen et une meilleure compréhension du fait que tous les pays membres sont connectés aux chaînes de production européennes pèseront dans la balance à l'avenir.

HS

Réaction de Riikka Purra aux propos de Breton : "Cette affirmation est insensée, tout comme cette attitude"

La ministre des Finances et présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra rejette directement la proposition du commissaire européen d'un fonds commun pour accélérer les investissements.

"On ne peut pas être à la fois frugal et ami du marché intérieur", a déclaré Breton.

Le ministre des Finances Purra a vu rouge dans ce commentaire de Breton et a jugé insensés les propos et l'attitude du commissaire. « Cette affirmation est insensée, tout comme cette attitude. Cela reflète la frénésie avec laquelle le nouvel instrument d'endettement commun est promu pour un oui ou pour un non. La Finlande doit vraiment rester du côté des durs et des frugaux", a écrit Purra sur X.

IS

Défense et sécurité

Solidium investit dans Iceye

La société d'investissement publique du gouvernement Solidium investit pour la première fois dans une startup non cotée.

La société d'investissement publique Solidium a investi dans la société de satellite finlandaise Iceye. C'est la première fois que Solidium investit dans une société non cotée en bourse.

Selon Reima Rytsölä, PDG de Solidium, la décision d'investissement a été particulièrement influencée par le potentiel de croissance de l'entreprise.

Solidium a participé au tour de table organisé par Iceye. La part de Solidium dans le tour de table de 80 millions d'euros organisé par la société s'élève à 40 millions d'euros.

Solidium avait annoncé en août dernier le renouvellement de sa stratégie. À l'époque, la société d'investissement publique avait notamment déclaré qu'elle commencerait également à investir dans des entreprises susceptibles de devenir importantes au niveau national. "Le but est que

Solidium soit également impliqué à l'avenir dans des entreprises pertinentes et d'importance nationale", explique Rytsölä.

Iceye est une entreprise qui propose des images satellite basées sur la technologie SAR. Le secteur de la défense de différents pays constitue sa clientèle importante.

Les activités de l'entreprise comprennent la conception, la fabrication et la vente de satellites. En plus de cela, la société propose des données d'imagerie radar basées sur sa propre constellation de satellites et des solutions d'analyse construites sur celle-ci.

L'année dernière, le chiffre d'affaires d'Iceye s'élevait à plus de 95 millions d'euros, contre 45,2 millions d'euros en 2022.

L'entreprise compte actuellement environ 600 employés, dont une partie importante en Finlande. L'État finlandais est depuis longtemps propriétaire d'Iceye à travers Tesi, c'est-à-dire le fonds d'investissement industriel finlandais. Les propriétaires de la société comprennent également les associés fondateurs et des investisseurs américains.

Selon Rytsölä, Iceye vise à être cotée en bourse dans les années à venir. Dans un horizon de deux à trois ans. "Si tout se passe comme prévu, Solidium pourrait rester longtemps propriétaire de l'entreprise", décrit Rytsölä.

Il est probable qu'avant d'être cotée en bourse, l'entreprise en croissance sollicitera davantage de capitaux lors d'un nouveau tour de table. Solidium s'y est préparé.

"Il est possible qu'avant la cotation, il y ait un tour de table dans lequel nous participerons. Nous sommes prêts à investir beaucoup plus d'argent dans l'entreprise. »

"Si tout se passe comme prévu, Iceye pourrait à l'avenir devenir une entreprise valant plusieurs milliards d'euros."

KL

Les bénéfiques et les ventes de Patria ont augmenté

Le chiffre d'affaires de Patria (fabricant d'équipements de défense) a augmenté à 733,8 millions d'euros l'année dernière, contre 627,1 millions d'euros de l'année précédente. La part des équipements de défense et de maintenance s'est maintenue à environ 90 % du chiffre d'affaires, tandis que la part des produits civils s'est maintenue à 10 %. Le bénéfice d'exploitation est passé de 53,8 millions d'euros à 68,9 millions d'euros.

La valeur des nouvelles commandes de Patria a augmenté à 948,4 millions d'euros l'année dernière, contre 794,8 millions d'euros de l'année précédente. La nouvelle commande la plus importante concerne des véhicules *Patria 8x8* en Slovaquie. À la fin de l'année, le carnet de commandes du groupe s'élevait à 1943,9 millions d'euros, contre 1751,2 millions d'euros un an plus tôt.

Patria avait déjà reçu des commandes pour son nouveau véhicule blindé 6x6 de la part de la Finlande et de la Lettonie. L'année dernière, la Suède a passé sa première commande dans le cadre d'un projet de développement commun pour le même véhicule.

L'Allemagne envisagerait de choisir entre *Rheinmetall* et Patria pour les véhicules blindés.

Patria employait en moyenne 3 357 personnes l'année dernière, contre 3 213 de l'année précédente.

KL/9A

Frontière orientale

Les premières décisions favorables d'asile accordées pour des personnes qui ont traversé la frontière orientale

Le service finlandais de l'immigration Migri a pris les premières décisions positives pour des demandeurs d'asile qui ont traversé la frontière orientale depuis début août, indique Uutisuomalainen.

"Trois décisions positives ont été prises", déclare le directeur de l'unité d'asile Antti Lehtinen.

Migri ne divulgue pas la citoyenneté des individus, afin qu'ils ne puissent pas être identifiés. Les nationalités concernées sont indiquées dès lors que plus de cinq décisions ont été prises pour les citoyens d'un certain pays.

Selon Lehtinen, 1 314 demandeurs d'asile sont arrivés par la frontière orientale depuis début août, dont 285 ont donné lieu à une décision. La grande majorité des cas qui ont donné lieu à une décision, 200, concernaient des demandes qui avaient expiré, principalement à parce que le demandeur d'asile avait disparu.

Il y a eu 82 décisions négatives et donc 3 positives.

Le grand nombre de décisions négatives et le petit nombre de décisions positives sont dus au fait que l'Office des étrangers a d'abord traité des demandes pour lesquelles les motifs de protection internationale n'étaient pas présentés ou étaient peu motivés.

La plupart des décisions négatives en matière d'asile ont été rendues à des Irakiens, des Somaliens et des Indiens. Plus de cinq décisions négatives ont également été prises à l'encontre de citoyens égyptiens, algériens, turcs et marocains.

Concernant les nombreuses personnes disparues, la plupart ont poursuivi leur voyage depuis la Finlande vers d'autres régions d'Europe.

"Depuis début août, la Finlande a reçu 121 demandes de réadmission venant d'autres pays de l'UE concernant des personnes ayant traversé la frontière orientale en Finlande", dit Lehtinen.

La majorité des demandes de réadmission concernent des citoyens syriens. Viennent ensuite les citoyens du Maroc et de l'Irak.

Les demandes de réadmission sont basées sur les accords de Dublin.

En règle générale, la responsabilité du traitement de la demande appartient au pays à partir duquel la personne a demandé l'asile pour la première fois. Si un membre de la famille du demandeur d'asile a déjà obtenu l'asile dans un autre pays, l'examen de la demande peut être transféré dans ce pays.

"Il y a maintenant un total de 266 personnes portées disparues dans les centres d'accueil", dit Lehtinen. La plupart d'entre eux, 130, sont des Syriens.

Selon Lehtinen, la Finlande a accepté presque toutes les demandes de réadmission. Ce n'est que dans certains cas que les conditions d'accueil n'ont pas été remplies et ont donc été refusées.

<https://www.verkkouutiset.fi/a/usu-itarajan-ylittaneille-myonnetty-ensimmaiset-turvapaikat/#62bfc10e>

Paix sociale

L'OIT a contacté le ministre de l'Emploi Satonen

L'Organisation internationale du Travail a envoyé une correspondance au ministre de l'Emploi Arto Satonen (Coalition nationale) pour l'encourager à négocier avec le mouvement syndical sur la législation concernant la paix sociale et les restrictions prévues au droit de grève.

Dans la lettre signée par Corinne Varghan, directrice auprès de l'OIT, il est recommandé que le gouvernement négocie afin de trouver le genre de modifications à son projet de loi qui puissent refléter les positions de toutes les parties.

Satonen communique à Helsingin Sanomat qu'il a reçu l'information sur le message de l'OIT, mardi. Il indique que le projet du gouvernement a été préparé de façon tripartite et que les négociations avec les syndicats ont déjà été menées.

Le cadre des conventions et des pratiques de l'OIT a, selon lui, été pris en compte dans la préparation législative ainsi que lors de l'étude du projet de loi par la commission des lois constitutionnelles. Les partenaires sociaux ont été largement pris en compte et les spécialistes ont été entendus.

La correspondance de l'OIT est motivée par une demande de la confédération syndicale internationale Ituc dont sont membres les confédérations SAK et STTK. Pour Ituc, la proposition du gouvernement sur la restriction du droit de grève n'est pas conforme aux conventions de l'OIT.
HS/A13

Education

Les étudiants ne pourront plus cumuler plusieurs places à l'université

Le gouvernement va élaborer une règle dite de la « place unique » pour l'enseignement supérieur. Ce changement signifierait qu'un étudiant de l'enseignement supérieur ne pourrait pas occuper deux places du même niveau en même temps.

À l'avenir, accepter une place d'études obligera les étudiants à renoncer à tout droit d'études existant menant à un diplôme universitaire du même niveau ou d'un niveau inférieur.

Parallèlement, il est prévu de réformer les doubles diplômes en soins et santé dans les universités des sciences appliquées. Le gouvernement souhaite réduire la nécessité de passer plusieurs diplômes de l'enseignement supérieur de même niveau.

La règle de la place unique fait partie d'un ensemble de mesures gouvernementales visant à améliorer le niveau d'éducation. Selon la ministre Sari Multala, l'objectif est de libérer des places pour les débutants afin d'élever le niveau d'éducation en Finlande.

Le gouvernement a également décidé d'augmenter le montant maximum des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur. Selon le communiqué de presse, l'objectif est d'augmenter et de diversifier l'offre d'éducation et de formation.

HS/A9

Santé

Une chercheuse de THL critique l'augmentation de la durée légale d'accès aux soins

Liina-Kaisa Tynkkynen, chercheuse à l'Institut national de la santé et du bien-être *THL*, considère que l'augmentation de la durée légale d'accès aux soins primaires à trois mois est un « revers regrettable ». « Nous revenons à la situation antérieure. Trois mois en Finlande, c'est un délai exécrable pour les soins de santé primaires », déclare Tynkkynen.

Le gouvernement de *Petteri Orpo* (Coalition nationale) a décidé mardi, dans le cadre budgétaire, que la garantie d'accès aux soins de 14 jours, entrée en vigueur au début du mois de septembre de l'année dernière, serait ramenée à trois mois. Cela signifie que dans les soins de santé primaires, il ne devrait pas s'écouler plus de trois mois entre le moment où un patient est contacté et évalué pour un traitement et le moment où il accède au traitement.

Tynkkynen critique également les remboursements de l'agence de sécurité sociale de Finlande *Kela* pour les visites médicales privées, qui ont été augmentés par le gouvernement. Il estime que le niveau de remboursement n'est pas assez élevé pour faire des soins de santé privés une véritable option pour les personnes à faibles revenus.

L'idée de raccourcir le temps pour l'accès aux soins de santé était qu'un accès rapide au traitement permettrait d'éviter l'aggravation de la maladie et serait moins coûteux qu'une longue attente pour un traitement. Selon Tynkkynen, si les régions de la santé et du bien-être travaillent intelligemment, elles continueront à s'efforcer de fournir un accès aux soins aussi rapide que possible.

Le gouvernement a également relevé les plafonds du reste à charge, réduit le nombre du ratio de personnel dans les maisons de retraite, annoncé qu'il réduirait la gamme de services dans les soins de santé spécialisés et les services sociaux, et redéfini les grandes lignes du réseau hospitalier finlandais, diminuant les services de nombreux hôpitaux.

Le gouvernement mettra fin aux permanences de nuit de soins de santé primaires et supprimera la chirurgie de 24 heures sur 24 dans cinq hôpitaux de province.

HS/A6

Environnement

Risque de marée noire dans la mer Baltique - Des navires de plus en plus anciens transportent du pétrole dans le Golfe de Finlande

Helsingin Sanomat rend compte du risque accru d'accident pétrolier et de dégât environnemental depuis que la Russie contourne les sanctions de l'Occident et transporte du pétrole dans le Golfe de Finlande avec des navires de plus en plus anciens dont la propriété et les assurances ne sont pas claires. Selon les gardes-frontières, le risque de dommage environnemental est plus important que depuis des décennies. On observe plus souvent qu'avant dans la mer Baltique des navires de pays tiers dont l'équipage ne connaît pas forcément les eaux ni les conditions hivernales.

Comme ces navires naviguent dans les eaux internationales, sans accoster aux ports des Etats membres, il est impossible pour la Finlande ou les autres Etats riverains d'intervenir.

Le nombre de transports ou de navires n'a pas changé mais le niveau de l'équipement s'est détérioré.

Le trafic est particulièrement dense entre Helsinki et Tallinn, où les navires se croisent beaucoup.

Le pire scénario serait un accident entre un tanker et un navire de passagers : il faudrait évacuer des personnes en même temps de gérer la marée noire, par exemple.

HS/A12-13